

■ L E S A M I S D E ■
l'École de Paris

<http://www.ecole.org>

**Séminaire
Vies Collectives**

*organisé grâce aux parrains
de l'École de Paris :*

Air Liquide¹
Algoé²
ANRT
Areva²
Arcelor
Cabinet Regimbeau¹
Caisse des Dépôts et Consignations
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte & Touche
École des mines de Paris
EDF
Entreprise & Personnel
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Télécom
HRA Pharma
IBM
IDRH
Institut de l'Entreprise
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale des Entreprises
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Royal Canin
Saint-Gobain
Schneider Electric Industrie
SNCF¹
Thales
Total
Unilog
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1^{er} février 2006)

ROMAINVILLE : LES CITOYENS AU POUVOIR

par

Stéphane WEISSELBERG
Maire adjoint de Romainville,
chargé de la culture, de la citoyenneté,
des anciens combattants et de la petite enfance

Séance du 9 décembre 2005
Compte rendu rédigé par Elisabeth Bourguinat

En bref

À l'approche des municipales de 2001, un comité de soutien se crée autour de la maire communiste de Romainville, désavouée par son parti. Le comité fait pression sur ce dernier pour qu'elle soit maintenue en tête de liste, mais en vain. Il constitue alors sa propre liste. Parmi la trentaine de candidats réunis autour de la maire, quelques-uns sont Verts ou transfuges du parti communiste, beaucoup sont de simples citoyens : trois seulement ont déjà une expérience d'élus. Le programme, rédigé en concertation avec les habitants, est axé sur la démocratie participative. Après une campagne tumultueuse, c'est la victoire et l'euphorie... puis le début des désillusions. Entre l'utopisme de certaines règles de fonctionnement, les conflits de personnes, la lutte pour le pouvoir, l'expérience est rude et aboutit à l'éclatement de la majorité municipale. Doit-on en conclure qu'il est impossible de faire de la politique en dehors des partis, pourtant récusés par un nombre croissant de citoyens ?

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

© École de Paris du management - 94 bd du Montparnasse - 75014 Paris
tel : 01 42 79 40 80 - fax : 01 43 21 56 84 - email : ecopar@paris.ensmp.fr - <http://www.ecole.org>

EXPOSÉ de Stéphane WEISSELBERG

L'histoire que je vais vous raconter est très singulière dans sa genèse et son déroulement : à ma connaissance, Romainville est la seule municipalité où une liste citoyenne ait remporté les élections et donc accédé aux responsabilités. Mais cette histoire est aussi très banale dans son dénouement : la majorité municipale a volé en éclats et la maire de Romainville m'a démis finalement de mes fonctions. J'ai cependant participé très activement à cette aventure et exercé mon mandat pendant cinq ans, en portant les idées, les valeurs, les projets sur lesquels nous nous étions fait élire ensemble, et je suis donc en mesure de vous raconter cette expérience.

Un passé de militant associatif

Pendant des années, j'ai milité dans des associations de lutte contre l'exclusion, comme le DAL (Droit au logement) ou Droits devant !! J'ai également été président pendant plusieurs années de l'Université ouverte, une association qui organisait des ateliers thématiques dans les disciplines les plus diverses, mathématiques, philosophie, sociologie, etc. Ces ateliers avaient lieu, la plupart du temps, dans des squats. Notre démarche reposait sur l'idée que l'exclusion ne se définit pas seulement comme la privation de logement, de travail ou de ressources, mais aussi comme une douloureuse rupture avec l'accès à la connaissance. Étant professeur de mathématiques et animé de la conviction que cette discipline ne comporte pas de difficulté intrinsèque mais qu'on la rend délibérément complexe afin d'en faire un outil de sélection, je faisais découvrir ou redécouvrir les mathématiques à un public qui allait du professeur d'université jusqu'à des personnes sans domicile fixe.

Quand j'ai quitté Paris pour Romainville, j'ai dû abandonner ces différentes activités et, devenu père, je me suis impliqué très fortement dans une association de parents d'élèves, la FCPE. C'est dans ce cadre que j'ai rencontré pour la première fois la maire de la ville, Corinne Valls. Sachant que Romainville disposait de deux collèges et d'un lycée professionnel, ce qui oblige les jeunes qui obtiennent le passage en seconde générale à se déplacer dans les villes voisines, je souhaitais lui présenter un projet de lycée d'enseignement général à pédagogie innovante. J'en avais conçu le projet dans le cadre du Conseil national de l'innovation pédagogique créé par Jack Lang lorsqu'il était ministre de l'Éducation. L'objectif était qu'une équipe d'enseignants volontaires et cooptés puisse s'engager fortement autour d'élèves en grande difficulté pour leur redonner une deuxième chance. J'ai trouvé la maire très réceptive à ce projet, pour lequel j'ai été amené à la rencontrer à de multiples reprises.

Romainville, fief communiste

La municipalité qu'elle dirigeait, de gauche plurielle, comportait essentiellement des communistes, conformément à la tradition non démentie pendant cinquante-cinq ans de cette petite ville de culture ouvrière. Romainville compte vingt-cinq mille habitants, dont 50 % sont logés en HLM et relativement défavorisés, avec beaucoup de chômage, de minima sociaux, des difficultés scolaires pour les jeunes. Mais on y trouve une vie associative très riche et beaucoup de solidarité, ce qui explique peut-être que cette ville, pourtant située en Seine-Saint-Denis, ait été relativement épargnée par la flambée de violence de l'automne 2005 dans les banlieues.

Corinne Valls était devenue maire en cours de mandat : son prédécesseur, Robert Clément, élu président du conseil général, lui avait cédé la place pour ne pas cumuler les mandats. Le parti communiste (PC) avait décidé de la reconduire comme tête de liste de la gauche plurielle aux élections municipales de mai 2001, bien que, dès cette époque, elle ait montré des signes d'indépendance qui ne plaisaient pas à tout le monde.

En septembre 2000, la rumeur s'est répandue que le PC allait revenir sur sa décision et confier la tête de liste à quelqu'un d'autre. J'ai demandé un rendez-vous à la maire et elle m'a

confirmé cette rumeur. Je me suis offusqué qu'un appareil politique puisse désigner ses candidats sans se soucier de l'avis des habitants, et je lui ai proposé de constituer un comité de soutien pour essayer de faire pression sur le PC.

Gauche citoyenne en action pour Romainville

Très vite, un réseau s'est constitué à travers diverses associations, qu'elles soient sportives, culturelles ou citoyennes. Au mois de décembre, constatant que notre effort était voué à l'échec car le PC campait sur sa position, nous avons décidé d'aller jusqu'au bout de la démarche et de présenter une liste alternative de gauche.

Celle-ci réunissait trois composantes : le Comité citoyen que je présidais et qui entre-temps s'était constitué en association ; un groupe de communistes qui étaient restés fidèles à la maire et souhaitaient renouveler leurs pratiques ; les Verts, seul parti qui nous ait rejoints. Ils prenaient ainsi un certain risque, car ils auraient naturellement eu leur place au sein de la gauche plurielle et auraient été assurés d'obtenir des postes dans le futur exécutif. Or peu de gens, même ceux qui nous soutenaient, croyaient à nos chances de succès, d'autant que la liste officielle était fortement appuyée par les ténors des partis politiques, Robert Hue pour le PC et François Hollande pour le parti socialiste.

Sur les trente-cinq membres de notre liste, trente et un n'avaient strictement aucune expérience politique et n'avaient jamais exercé de responsabilité au sein d'une municipalité. Nous venions des horizons les plus divers. La liste comprenait des enseignants comme moi, mais aussi des comédiennes, un ingénieur des Télécoms, des cadres territoriaux de la fonction publique, ou encore des graphistes. Nous étions convaincus que cette diversité ferait notre richesse, et surtout, qu'exerçant des professions très variées, nous serions plus proches de nos électeurs que les élus traditionnels, qui sont souvent des permanents politiques et ont peu de contacts avec la réalité des choses.

Notre programme portait pour l'essentiel sur un renouveau des pratiques démocratiques à Romainville. Pour réduire la fracture qui s'élargit de plus en plus entre les citoyens et leurs élus, nous voulions développer la participation des citoyens à l'élaboration des projets et aux décisions. Nous projetions par exemple de créer des ateliers urbains sur les grands projets qui se dessinaient : l'arrivée du tramway et du métro ; la couverture d'une autoroute qui a coupé la ville en deux ; la création d'une base de loisirs de quatre-vingts hectares à la place d'anciennes carrières de gypse, situées en plein cœur de la ville. Nous proposons également la création de conseils de quartier, alors que la loi ne les rend obligatoires que pour des villes d'au moins quatre-vingt mille habitants, et nous annoncions qu'ils seraient gérés par les habitants eux-mêmes, alors que selon la loi ils sont présidés par des élus, qui en définissent le calendrier et les ordres du jour. Enfin, nous nous engageons à donner à ces structures des moyens financiers substantiels afin de leur permettre de monter leurs propres projets.

L'objectif, à travers ces structures, était de mettre en place des contre-pouvoirs qui pourraient nous "sonner les cloches" si par hasard nous étions tentés de dériver vers les pratiques de concentration des pouvoirs que nous dénoncions.

L'incroyable victoire

Au premier tour, nous l'emportons par 36 % contre 35 % pour la liste de la gauche plurielle, avec soixante voix d'écart. Les autres listes ne peuvent se maintenir, à l'exception de la liste du Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret. Comme le veut la tradition républicaine, nous envisageons la fusion des deux listes, mais ne parvenons pas à trouver un accord, car la campagne a été si dure que le dialogue est très tendu. Nos interlocuteurs souhaitent un partage équitable des postes entre les deux listes ; nous nous en tenons à la règle selon laquelle la liste en tête emporte la majorité des postes et ne leur en proposons que sept sur vingt-six ou vingt-sept éligibles. Faute d'accord, nous décidons de présenter deux listes séparées comme au premier tour.

Pour être honnête, nous escomptions que l'électorat de droite, saisissant cette occasion historique de se débarrasser du PC, voterait plutôt pour notre liste que pour la liste de la gauche plurielle. C'est manifestement ce qui s'est passé puisque nous l'avons emporté haut la main, avec 5 % d'écart.

Le fonctionnement interne

Nous nous retrouvions avec vingt-six élus sur trente-cinq. L'exécutif comprenait dix maires adjoints et quatre conseillers municipaux délégués, qui se réunissaient tous les quinze jours au sein d'un bureau municipal pour discuter de tous les dossiers.

Ses trois composantes étaient à peu près équilibrées, et nous étions certains que jamais nous ne tomberions dans le piège des tentations hégémoniques et des rapports de force. En conséquence, la maire a décidé de ne jamais réunir les présidents de groupe et ne pas leur accorder les moyens auxquels ils ont pourtant droit, tels qu'un secrétaire de groupe, un attaché, etc. L'un des élus Verts nous a alertés sur le fait que partout ailleurs, les réunions des présidents de groupe permettaient de désamorcer les conflits de personnes ou d'intérêts et de trouver des compromis pour préparer les décisions. Il craignait également que l'absence de représentants de groupes fasse perdre à sa propre formation son identité et sa visibilité. Mais nous ne l'avons pas écouté : « *Ce n'est pas notre histoire à nous, ça !* »

Une autre décision de la maire, que nous avons tous approuvée – et j'assume pleinement ma responsabilité dans cette décision comme dans toutes celles qui ont été prises alors – était de ne jamais voter. Si les membres du bureau n'étaient pas d'accord entre eux, ils devaient continuer à discuter jusqu'à ce que les uns convainquent les autres. Le temps de parole n'était donc pas limité. Chacun pouvait à loisir ressasser ses arguments ou répéter ce que son voisin avait dit avant lui. Résultat, toutes les réunions se finissaient à quatre heures du matin. Très vite, les personnes les plus âgées, plus vite fatiguées que les autres, ont pris l'habitude de quitter la réunion vers minuit, et comme par hasard les décisions se prenaient toutes entre minuit et quatre heures du matin.

Pendant longtemps, je n'ai pas vu ce qui se passait : j'avais des œillères et j'étais pris dans un rapport de séduction avec la maire. Elle a un profil très différent de ce qu'on voit en général dans le monde politique et nous avons l'impression, sur la plupart des sujets, d'être sur la même longueur d'onde, de sorte que nous n'avons jamais pris la peine de discuter vraiment des grandes questions avant l'élection. Son bureau était ouvert en permanence à tout le monde, et j'y étais très souvent présent. Je ne me rendais pas compte que ces comités restreints où beaucoup de décisions se prenaient faisaient des jaloux.

L'euphorie des commencements

Malgré ces petites difficultés de fonctionnement, nous avons vécu les dix-huit premiers mois dans une euphorie complète. Notre engagement allait jusqu'à l'épuisement. Personnellement, j'avoue avoir négligé ma famille pendant cette période, sans parler de mon métier d'enseignant : j'arrivais en cours sans avoir rien préparé et je donnais des exercices à mes élèves ; pendant ce temps, je rédigeais mes discours. J'étais vraiment passionné par mon mandat.

Très vite, nous avons mis en place les structures de concertation, à la fois ateliers urbains et conseils de quartier. Tout le monde trouvait cela extraordinaire. Une association se constituait pour choisir le type de bitume, les lampadaires, le mobilier urbain qui serait implanté dans sa rue. Un conseil de quartier décidait, avec son propre budget, d'aménager une place pour la rendre piétonne. Un autre mettait en place des permanences d'écrivains publics pour les populations en difficulté. L'atelier urbain décidait des activités qui seraient proposées sur la base de loisirs : jardins ouvriers, ferme pédagogique, ou encore théâtre de plein air, et ceci avec l'accord de la région, qui était le financeur.

Les conseils de quartier ont également créé des journaux de quartier, qui étaient photocopiés directement par la mairie. Ils ne faisaient naturellement l'objet d'aucune censure : la dynamique instaurée était tellement positive que tout le monde chantait nos louanges. L'une des occupations des militants politiques consiste généralement à noyauter la vie associative pour l'instrumentaliser. Les quatre cents militants communistes de la ville s'y employaient, mais nous disposions d'un nombre équivalent de sympathisants qui nous avaient soutenus lors de la campagne et s'étaient tout naturellement engagés dans les structures de démocratie participative. Ils nous servaient de relais dans l'opinion.

Les luttes de pouvoir

Tout est allé pour le mieux dans le meilleur des mondes pendant un an et demi, jusqu'à ce que les premières dissensions apparaissent au sein de l'exécutif.

Dérives népotistes

À cette époque, l'un des membres du groupe des Verts est le président de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), une association assez connue qui promeut la démocratie participative et la mutualisation des expériences. Bien qu'il ne se soit pas montré particulièrement dynamique en tant qu'adjoint chargé de la vie économique, il exprime le souhait de devenir président du syndicat intercommunal de la base de loisirs.

La maire s'y oppose et décide de confier cette charge à un autre maire adjoint, qui n'est autre que son conjoint. Lors de la campagne électorale, la présence du conjoint de la maire sur notre liste avait fait l'objet de maints sarcasmes de la part de nos antagonistes, qui nous accusaient de céder au népotisme comme n'importe quel parti. Nous protestions en expliquant que ce couple s'était rencontré en faisant de la politique et qu'il n'y avait aucune raison que l'un ne puisse pas en faire sous prétexte que l'autre en faisait.

Pour plus de sécurité, j'avais malgré tout demandé à la maire de ne pas apparaître aux côtés de son mari pendant la campagne, que nous avions menée ensemble, elle et moi. De même, au moment de la répartition des postes, elle ne lui avait octroyé qu'un titre de neuvième maire adjoint. Du coup, nous ne nous étions pas rendu compte qu'il obtenait quelques-unes des délégations clefs comme l'urbanisme, la sécurité, l'habitat. À l'époque, étant parfaitement novices, nous ne savions pas qu'elles étaient si importantes.

Quand la maire a décidé de lui confier le poste de président du syndicat intercommunal, nous l'avons approuvée : il possédait les compétences nécessaires, alors que l'autre candidat n'avait fait jusqu'alors que de la représentation. Mais cette décision a provoqué un premier conflit avec les Verts.

Départs en cascade

Le deuxième conflit a surgi à propos du président communiste de l'Office public des HLM (OPHLM), que la maire suspectait fortement de détourner de l'argent grâce à un système de surfacturation de travaux de rénovation des immeubles. Nous l'avons mise en garde car il s'agissait d'une accusation grave, mais malgré l'absence de preuve, elle l'a accusé au cours d'une réunion. L'intéressé l'a attaquée pour diffamation et au terme de trois ans de procédures, elle a perdu et a été assez lourdement condamnée. Entre-temps, elle avait décidé de se débarrasser de lui en tant qu' élu et pour cela de le démissionner. Les six autres élus communistes sont alors passés dans l'opposition municipale.

La maire a saisi cette occasion pour récupérer la présidence de l'OPHLM, en nous disant qu'elle ne la garderait que quelques mois et la transmettrait ensuite à son mari. Comme il avait déjà la délégation de l'habitat et que par ailleurs personne n'avait vraiment envie de se

charger de ce poste assez délicat, nous avons encore une fois accepté cette décision, malgré tous nos beaux principes sur le non-cumul des mandats.

Un peu plus tard, trois élus Verts, déjà échaudés par l'éviction du président de l'ADELS, sont devenus de plus en plus critiques sur un certain nombre de dossiers, au point que la maire a décidé de s'en débarrasser également. Dans ma propre équipe, trois élus qui estimaient que je prenais trop de place ont décidé de constituer leur propre groupe.

Le combat des chefs

Peu à peu, la maire a commencé à trouver elle aussi que je devenais encombrant.

Les élections cantonales et régionales de 2004, prévues le même jour, s'annonçaient. La maire ne souhaitait pas se présenter aux cantonales car elle cumulait déjà deux mandats. Mais paradoxalement, nous étions plusieurs à lui demander de le faire, car le candidat communiste risquait d'être élu et cela allait nous compliquer la tâche.

Au cours d'une réunion, je défends cette position et j'annonce que si elle ne veut pas se présenter, je serai moi-même candidat à la candidature, tout en craignant de ne pas être élu faute d'une notoriété suffisante. Je comprends aussitôt, d'après les réactions de son mari, qu'en réalité c'est à lui qu'elle réservait ce rôle... Finalement, elle revient sur sa position et se présente. Elle est élue et ajoute ainsi un troisième mandat à ceux qu'elle avait déjà.

Parallèlement, comme je suis l'un des rares élus qui s'impliquent dans la vie citoyenne au-delà de la commune, on me propose de me présenter aux régionales en rejoignant une liste communiste ouverte à la société civile. Il est question que j'y apparaisse en troisième position, derrière Marie-George Buffet. Ceci contrarie beaucoup la maire dans la mesure où, dans le cadre des cantonales, elle se présente contre les communistes. Finalement, je me retire une semaine avant le dépôt des listes car j'ai le sentiment que la lisibilité de l'ouverture de cette liste n'est pas suffisamment garantie.

Lors du premier tour des cantonales, voyant que le candidat communiste a perdu face à Corinne Valls, les socialistes décident de changer d'alliance et de nous rejoindre. Au deuxième tour, ils appellent à voter pour elle, et en échange négocient un accord pour entrer dans notre majorité municipale, ce dont je me réjouis, car je suis depuis longtemps un ardent partisan de cette réconciliation.

Techniquement, cela nécessite que la maire démissionne du conseil et soit réélue par la nouvelle majorité. Je demande alors à passer du poste de troisième adjoint à celui de premier adjoint, mais la maire souhaite que ce soit son mari qui prenne ce poste. Cette fois, même ses partisans les plus proches décident de ne pas la suivre. Une heure avant l'élection d'investiture de la nouvelle majorité, elle me convoque et m'apprend que le poste ne reviendra ni à son mari, ni à moi, mais à une troisième personne, qui me paraît être un homme de paille.

Le nouvel exécutif se met en place, mais une série de désaccords de fond apparaissent. L'un d'entre eux porte par exemple sur la gestion du Trianon, un cinéma des années 1950, classé monument historique, dans lequel Eddie Mitchell tournait l'émission de télévision *La dernière séance*. Alors que j'ai soutenu un programme ambitieux d'éducation à l'image pour les enfants de la maternelle au lycée, la maire souhaite supprimer du personnel, ce qui remettra en cause ce programme. J'apprends cependant à avaler des couleuvres, puis des boas... jusqu'à l'indigestion finale.

L'ultime conflit éclate à propos de la nomination de trois vice-présidents pour l'intercommunalité qui se constitue entre les villes de Pré-Saint-Gervais, Bagnolet, Les Lilas, Pantin et Romainville. La maire propose d'attribuer ces postes à son mari, à elle-même et à un des deux élus socialistes, qui ne représentent qu'eux-mêmes. Je refuse de voter le projet et

grâce au soutien de l'opposition, je la mets en minorité au conseil. Aussitôt, elle me retire mes délégations. Je décide alors de passer dans l'opposition avec tout mon groupe. Elle perd ainsi sa majorité : à l'heure actuelle, sur les trente-cinq élus, onze seulement sont de son côté.

Pour ne pas faire alliance à la légère avec l'opposition, nous avons décidé de nous prononcer dossier par dossier, mais une véritable crise institutionnelle s'annonce : lors du vote du budget, en mars prochain, si la maire n'obtient pas la majorité, le préfet devra en informer le conseil des ministres, qui invalidera les élections. Un scrutin anticipé devra alors être organisé.

Conclusion

Comme je vous l'avais annoncé, cette histoire s'est terminée de façon finalement très banale : les conflits de pouvoir nous ont empoisonnés et ont fait éclater notre majorité. Sans doute faut-il l'imputer à l'incroyable naïveté de nos projets initiaux de fonctionnement démocratique alternatif. Aujourd'hui, je suis convaincu que si le législateur a mis en place des structures telles que les présidences de groupes politiques, c'est que cette régulation des rapports de force est indispensable. De même, il est clair qu'on ne peut se dispenser de limiter les temps de parole ni de recourir au vote, qui est un acte essentiel de la démocratie.

Cela dit, je n'éprouve aucune rancœur, car je suis certain que ce que nous avons semé portera ses fruits. Les habitants ont pris l'habitude de participer à la réflexion et à la prise de décision, ils n'y renonceront pas facilement. Dans les journaux de quartier qu'ils ont créés, ils sont peu à peu devenus critiques vis-à-vis de nous, au point que la maire a décidé de les censurer en refusant de leur fournir les photocopies. Cela ne les a nullement découragés : « *On a de l'argent, on va faire nos photocopies ailleurs !* » Les contre-pouvoirs que nous avons imaginés ont ainsi, malgré tout, joué leur rôle : nous nous étions lié les mains au départ et leur avons donné un vrai pouvoir.

DÉBAT

Les limites de la participation

Un intervenant : *Dans votre récit, vous présentez un tableau très noir de votre fonctionnement interne, et en revanche une image très idyllique de la participation des habitants. N'avez-vous pas également rencontré des problèmes de ce côté-là ?*

Stéphane Weisselberg : Si, bien entendu. Sur le papier, l'idée de la participation est très belle, mais elle rencontre parfois des limites. Lors de l'aménagement d'une petite place, par exemple, les cinq ou six personnes qui ont participé à la concertation ont décrété que les bancs seraient supprimés car ils étaient utilisés par les jeunes le soir et cela faisait du bruit pour les riverains. Les jeunes en question n'ont pas participé à la concertation, et comme nous avons voulu aller au bout de l'expérience, les bancs ont été supprimés. Mais avons-nous joué correctement notre rôle ? Les élus sont mandatés pour faire respecter l'intérêt général. Si la démocratie participative aboutit à léser ceux qui ne sont pas en situation de défendre leurs droits ou leurs projets, peut-on encore parler de démocratie ? Nous aurions dû être plus humbles sur ces questions, et ne pas imaginer que nous allions transformer les pratiques simplement parce que nous l'avions décrété.

Bien sûr, même lorsque peu de personnes participaient à la concertation, cette méthode était quand même préférable à la situation antérieure, où les élus décidaient seuls du bien-fondé des projets sans consulter qui que ce soit. Par ailleurs, nous n'avons pas toujours démissionné de nos responsabilités d'élus. Par exemple, lorsqu'un conseil de quartier a voulu créer une permanence d'écrivains publics, nous avons fait valoir qu'en retardant sa création de six mois, il serait possible d'obtenir une subvention de la Caisse d'allocations familiales et d'étendre le dispositif aux autres quartiers. Quand un autre conseil a présenté un petit projet d'urbanisme, nous avons demandé qu'une certaine cohérence avec l'environnement du

quartier soit respectée. J'ai d'ailleurs créé une structure de coordination entre les quatre conseils de quartier afin qu'ils puissent vérifier l'articulation entre leurs projets et éventuellement leur donner des développements nouveaux.

L'idéal serait de parvenir à mieux combiner la démocratie représentative et la démocratie participative. Une chose est sûre, en tout cas : la démocratie directe est un piège dans lequel je ne retomberai plus jamais.

Le modèle de Porto Allegre

Int. : *Porto Allegre est généralement considéré comme le modèle de la démocratie participative. Vous en êtes-vous inspirés ?*

S. W. : Naturellement. Certains d'entre nous se sont même rendus sur place pour mieux l'étudier. C'est à l'exemple de Porto Allegre, notamment, que nous avons instauré les budgets participatifs. L'objectif était qu'à terme l'ensemble du budget de la ville puisse être élaboré et décidé avec les citoyens. Mais vous n'imaginez pas à quel point cela rebute les gens de discuter du budget. Au Brésil, la situation est très différente : les populations sont très motivées, entre autres parce que leur histoire n'est pas du tout la même. À Romainville, les gens ne parvenaient même pas à dépenser l'argent qui leur était confié, soit deux cent cinquante mille francs par conseil de quartier. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les citoyens sont très respectueux de l'argent public. Ils nous disaient : « *Ce n'est pas normal que trois, cinq ou dix personnes décident seules de l'emploi de cet argent* », ce qui dénote un grand sens de la responsabilité. Ils considéraient aussi, à juste titre, que beaucoup de projets pouvaient s'organiser sans dépenser beaucoup d'argent, simplement en s'appuyant sur la motivation et les diverses compétences des habitants.

Courir le marathon

Int. : *J'ai été frappé par l'évocation de ces délibérations sans vote qui duraient jusqu'à quatre heures du matin. Cette méthode, qui transforme les réunions en course de marathon, est absolument contraire à la démocratie, dont l'une des valeurs est l'égalité. En procédant ainsi, vous reveniez tout simplement à la traditionnelle loi du plus fort. Que vous souhaitiez faire fonctionner la vie locale un peu différemment était tout à votre honneur ; encore aurait-il fallu vous donner des règles qui garantissent le droit, et notamment le droit des plus faibles.*

Int. : C'est vrai que non seulement tout le monde n'a pas la même endurance, mais que nous ne sommes pas tous égaux devant la prise de parole, la formulation des idées, le pouvoir de conviction. L'égalité que l'on décrète sur le papier ne va vraiment pas de soi. Nous en avons particulièrement conscience à propos de la participation : tous les citoyens ne sont pas capables de s'exprimer ou de mener une réunion de la même façon. Nous avons d'ailleurs proposé des formations financées par la mairie, mais elles n'ont pas eu beaucoup de succès : ce n'est pas parce que vous le proposez que les gens adhèrent forcément à ce type de démarche.

Int. : *Souvent, ceux qui proclament les mérites de la démocratie ont beaucoup de charisme et parfois aussi une "grande gueule". Mais quand ils accèdent au pouvoir, ils ne s'en servent pas toujours de façon démocratique...*

S. W. : À notre décharge, une des idées que nous portions malgré tout, et moi le premier, c'est que nous n'avions aucune certitude d'avoir forcément raison : ce n'est pas parce qu'on est élu qu'on prend à tout moment la bonne décision pour l'intérêt commun. Apparemment, peu de politiques sont capables de le reconnaître, et ce discours éveillait toujours beaucoup d'intérêt chez nos interlocuteurs. Si je n'ai jamais voulu militer dans un parti politique, c'est d'ailleurs précisément pour éviter le caractère dogmatique des opinions, et bénéficier de la plus grande richesse possible de points de vue.

Les prochaines élections

Int. : *J'imagine que cette histoire a provoqué un grand désenchantement chez les Romainvillois.*

S. W. : Si des élections ont lieu de manière anticipée, on peut effectivement craindre un fort taux d'abstention.

Int. : *On peut également pronostiquer que le PC gagnera haut la main ?*

S. W. : Peut-être, mais il n'est pas dit que nous ne serons pas sur sa liste... Compte tenu de la situation actuelle, si les communistes nous donnent des garanties sur le fait que nous pourrions faire avancer nos idées, je pourrais même envisager d'être tête de liste.

Int. : *La maire risque, dans ce cas, d'afficher une attitude de victime.*

S. W. : Probablement, d'autant que c'est déjà parce qu'elle se présentait comme une victime que tout le monde s'était soudé autour d'elle en 2001. La situation à laquelle nous sommes confrontés est paradoxale. Malgré tous nos conflits internes, le bilan est positif : les gens voient que nous avons créé une nouvelle école maternelle, qu'il y a de nouvelles routes, que la base de loisirs va voir le jour, que sur le plan culturel il se passe des choses tout le temps, etc. Nous sommes donc détenteurs d'un bon bilan, mais nous sommes passés dans l'opposition par rapport à la personne qui peut légitimement le revendiquer...

Peut-on se passer des partis ?

Int. : *Finally, au terme de cette aventure, croyez-vous que des citoyens puissent faire de la politique en dehors des partis ? ou ceux-ci jouent-ils un tel rôle de formation et de régulation qu'ils sont incontournables ?*

S. W. : C'est la question qui me taraude le plus à l'heure actuelle, d'autant qu'évidemment tous les partis me font la cour : tous sont en train de s'ouvrir à la société civile. En même temps, me faire instrumentaliser en tant que personnalité de la société civile ne m'intéresse pas : je veux la garantie d'exercer des responsabilités concrètes et de pouvoir être accompagné par d'autres personnes.

Une autre façon d'aborder la question est de se demander s'il est réellement possible de "faire de la politique autrement". Comment éviter de tomber dans le piège de la concentration des pouvoirs ? Il faudrait sans doute prévoir encore plus de garde-fous que les contre-pouvoirs que nous avons instaurés. Par exemple, nous aurions pu imaginer un dispositif vraiment coercitif pour rendre impossible le cumul des mandats. Si j'ai la chance un jour d'accéder au poste de maire – car je ne vous cache pas que c'est maintenant mon ambition – je sais que je serai très humble par rapport à ces risques de dérives. Personne ne peut être sûr qu'il n'y cédera pas. D'où la nécessité d'y réfléchir soigneusement à l'avance, de façon à mettre en place des contre-feux suffisants.

Les autres expériences citoyennes

Int. : *Vous êtes-vous fédérés avec d'autres mouvements citoyens du même genre, pour échanger sur vos expériences ?*

S. W. : De nombreuses listes du même type se sont présentées à Rennes, Marseille, Meudon, Bondy... La plus médiatique est celle qui a été menée à Toulouse par les Motivé-e-s, avec l'appui du groupe musical Zebda. Nous avons rencontré ces différents mouvements et envisagé de nous fédérer. Mais cela nous aurait entraînés dans un processus institutionnel que nous refusions : nous avons l'impression que ceux qui soutenaient ce projet de fédération voulaient instrumentaliser la dynamique pour s'octroyer un pouvoir. Nous avons donc refusé d'y participer et le projet en est resté là.

Et pourtant, ça marche !

Int. : *En vous écoutant, je me dis que les institutions françaises sont quand même bien conçues : que dans les conditions que vous nous avez décrites, Romainville ait continué à fonctionner, c'est miraculeux !*

Int. : *Peut-être est-ce grâce aux fonctionnaires municipaux qui, je crois, sont très nombreux ?*

S. W. : Leurs effectifs étaient pléthoriques à notre arrivée : neuf cents fonctionnaires pour vingt-cinq mille habitants. C'était le résultat d'un système clientéliste classique : « *un emploi, un logement, un vote* ». Nous nous sommes efforcés de réduire la masse salariale, qui représentait 55 % du budget de fonctionnement de la ville, grâce au non-remplacement des départs à la retraite, au non-renouvellement des contrats à durée déterminée, etc. Cela dit, cette logique a sa limite, et personnellement j'estimais que nous avions fait le maximum et qu'il ne fallait pas aller plus loin, sous peine de remettre en cause certaines missions de service public.

Cela dit, le nombre des fonctionnaires n'est pas forcément une garantie d'efficacité, car leurs profils ne correspondent pas nécessairement aux compétences recherchées. Nous avons cependant trouvé des personnes de qualité, mais nous leur avons nous-mêmes fortement compliqué la tâche : comme nous étions nouveaux, nous voulions avoir prise sur tout, et faisons leur travail à leur place. Par exemple, j'étais non seulement adjoint chargé de la culture, mais pratiquement directeur de la culture, voire même commissaire d'exposition : lorsque nous organisions notre salon des arts plastiques, j'allais avec le directeur rencontrer tous les artistes et choisir avec eux les œuvres à exposer... Aujourd'hui, j'estime que c'est un dysfonctionnement : les élus définissent des orientations politiques et les fonctionnaires les mettent en œuvre sous leur contrôle. On est beaucoup plus efficace quand chacun joue son propre rôle.

La démocratie progresse-t-elle ?

Int. : *Je suis étonné que vous ayez pu avoir l'ambition de faire mieux que tous ceux qui, avant vous, ont essayé de gouverner les hommes. À l'appel de Moïse, les Hébreux décident unanimement de quitter l'Égypte. Trois jours après avoir franchi la Mer Rouge, ils veulent déjà faire demi-tour. La période pendant laquelle la démocratie athénienne a convenablement fonctionné n'a duré qu'une vingtaine d'années, au temps de Périclès. Quant à la Révolution française, il est vrai que le serment du Jeu de Paume est très émouvant, mais cinq ans plus tard on coupe des têtes ; quinze ans plus tard, c'est le sacre de Napoléon ; et enfin vient le règne de Charles X, épouvantable souverain médiéval. Pourquoi ces cycles se succèdent-ils sans cesse ? Parce que les hommes naissent jeunes et meurent vieux, parce que gouverner consiste à choisir entre des inconvénients et donc à déplaire, et que pour cela il faut être protégé, sans quoi on ne déplaît pas longtemps : on se fait massacrer.*

Int. : *Dans l'histoire humaine, on a vu beaucoup de formes d'organisations traditionnelles qui fonctionnaient très bien, mais souvent sur la base d'un contrôle social pesant et de relations de domination des femmes par les hommes, des jeunes par les vieux, etc. On n'est pas obligé de s'en satisfaire !*

S. W. : Je ne crois pas que l'histoire se répète, car chacun d'entre nous porte la mémoire du monde et profite de l'expérience de ses prédécesseurs. À force de les accumuler et de les capitaliser, on peut espérer qu'elles donneront quelque chose de nouveau.

À Romainville, nous n'avons pas eu la prétention d'instaurer un mode d'organisation révolutionnaire. Simplement, cela fait des années que les élus se coupent des citoyens et que l'abstention s'accroît. Nous avons eu cette opportunité assez extraordinaire que des citoyens lambda puissent, à leur tour, accéder aux responsabilités. Je suis très critique moi-même par rapport à la façon dont nous nous y sommes pris ; mais c'est en forgeant qu'on devient

forgeron. Et puis il ne faut pas oublier qu'à côté de notre expérience, plutôt négative, il existe en France et ailleurs de très nombreuses villes où la démocratie fonctionne convenablement !

Int. : *La seule façon de donner du sens à cette expérience ne serait-elle pas justement de la raconter à d'autres ? Vous avez commencé en acceptant de donner cette conférence ; envisagez-vous d'aller plus loin ?*

S. W. : C'est la première fois que je me livre à une tentative de bilan global de cette expérience, et je pense qu'il est effectivement incontournable pour moi de la partager avec les autres comités citoyens, qui n'ont pas eu comme nous la chance d'accéder aux responsabilités. Cela apportera une pierre à l'édifice de la dynamique citoyenne que j'appelle de mes vœux.

Le dilemme de Lorenzaccio

Int. : *Le héros de la pièce de Musset, Lorenzaccio, se lance en politique avec une très noble idée, celle d'assassiner le tyran. Mais pour s'approcher de ce dernier, il est obligé d'accepter de telles compromissions qu'une fois son projet exécuté, il se sent indigne de son propre idéal et préfère mourir. Cela dit, la naïveté dont vous avez fait preuve au départ n'est-elle pas finalement plus dangereuse que le cynisme d'un Lorenzaccio ? Ne faut-il pas une part de cynisme pour agir de façon lucide, conséquente et responsable quand on est élu ?*

S. W. : Jamais je ne pourrais me résoudre à devenir cynique sous prétexte que ce serait plus efficace. En revanche, je reconnais que sur bien des points nous avons été trop naïfs, à commencer par la façon dont nous avons recruté nos colistiers. Faute de temps, nous sommes allés discuter avec les gens sur les marchés et nous avons accueilli ceux qui étaient intéressés par l'expérience, sans forcément bien les connaître. Certains n'avaient même pas d'expérience associative... L'un d'entre eux, par exemple, bénéficiait déjà, en tant qu'ingénieur des Télécoms, d'une forte reconnaissance sociale ; mais il en voulait toujours plus ! Il se prenait pour un grand politique, alors qu'il n'avait pas la moindre idée de ce que sont une discussion et une décision collective. Ce genre de naïveté dans la constitution d'une équipe, c'est sûr qu'on ne m'y reprendra plus !

Présentation de l'orateur :

Stéphane Weisselberg : professeur de mathématiques, engagé entre 1995 et 1999 au sein des associations DAL (Droit au logement) et Droits Devant !! ; président de l'Université ouverte (association qui lutte contre l'exclusion du savoir) entre 1997 et 1999 ; responsable d'une association de parents d'élèves entre 1999 et 2001 ; maire adjoint de Romainville entre 2001 et 2006 ; président du comité citoyen romainvillois depuis 2000.

Diffusion février 2006